



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

équilibré

responsable

novateur

transparent

adapté

Le rendement du Canada

La contribution du gouvernement du Canada



▶▶▶ 2005

Canada 

À propos du rapport *Le rendement du Canada 2005*

Ce document complémentaire s'ajoute au rapport *Le rendement du Canada 2005 : La contribution du gouvernement du Canada*. Il comprend un CD-ROM qui inclut le rapport intégral, les annexes en ligne (un glossaire, la méthodologie utilisée pour les indicateurs, les indicateurs et renseignements additionnels), ainsi qu'un aperçu du Cadre horizontal autochtone.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil
du Trésor, 2005

N° de catalogue BT1-10/2005-1
ISBN 0-662-69257-8

Le présent document est disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada à <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

Message du président

La saine gestion est un enjeu important pour la fonction publique. Les efforts déployés par le gouvernement pour atteindre l'excellence visent à fournir aux Canadiens et aux Canadiennes des services qui sont davantage adaptés à leurs besoins, qui sont plus innovateurs et dont il rend davantage compte. C'est pourquoi des rapports comme *Le rendement du Canada* sont tellement importants.

Le rendement du Canada 2005, qui donne un aperçu des activités à l'échelle du gouvernement, nous permet de présenter de l'information sur les dépenses et le rendement de façon compréhensible et accessible pour les parlementaires et les Canadiens et Canadiennes.

Grâce au rapport *Le rendement du Canada 2005*, les Canadiens et Canadiennes seront mieux en mesure de voir comment leur gouvernement contribue au rendement du Canada en tant que pays. Ce rapport les aide à comprendre l'utilisation qui est faite de l'argent des contribuables.

Cette année, le rapport s'articule autour de trois grands secteurs stratégiques, à savoir une économie durable, les fondements sociaux du Canada et la place du Canada dans le monde. Cette structure reflète celle d'autres documents du gouvernement, comme le budget de 2005, afin d'évaluer les efforts faits par le gouvernement fédéral pour améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes.

Le rendement du Canada 2005 inclut un chapitre spécial sur les peuples autochtones, qui présente toutes les dépenses fédérales liées aux programmes destinés aux Autochtones. Dans le but d'améliorer les résultats pour les Autochtones au Canada, nous devons savoir combien d'argent leur est attribué par le gouvernement fédéral et comment ces fonds sont dépensés. En divulguant ainsi les dépenses fédérales, nous pouvons collaborer avec les Autochtones au Canada dans le but d'améliorer les programmes qui leurs sont offerts et les résultats qu'ils obtiennent.

Globalement parlant, le rendement du Canada par rapport à des indicateurs économiques, sociaux et internationaux se compare bien à celui des autres pays, mais cela ne signifie pas que nous devrions nous reposer sur nos lauriers. Nous reconnaissons que de nombreux intervenants — les autres ordres de gouvernement, le secteur privé, des groupes communautaires et des particuliers — peuvent fortement y contribuer. Nous continuerons à bâtir ces partenariats pour améliorer la qualité de vie des Canadiens et des Canadiennes. Grâce à nos efforts communs, le Canada pourra aller de l'avant.

La version papier a été signée par

Le président du Conseil du Trésor et
ministre responsable de la Commission canadienne du blé,

Reg Alcock



Le rendement du Canada

La contribution du gouvernement du Canada

équilibré

À propos du rapport

Le rendement du Canada 2005 est le cinquième rapport annuel du genre déposé au Parlement, qui fait état de la contribution du gouvernement fédéral au rendement du Canada en tant que nation — en soulignant à la fois les points forts du gouvernement mais aussi les secteurs dans lesquels nous pouvons faire mieux.

Les organismes fédéraux du Canada jouent un rôle important dans la qualité de vie des Canadiens. Ils soutiennent la façon dont nous nous gouvernons en tant que fédération, nous appliquons nos lois et notre système juridique, nous élaborons et offrons nos programmes et services sociaux de portée nationale, nous réglementons l'économie et faisons la promotion du commerce équitable, et nous représentons et protégeons nos intérêts et nos valeurs dans le monde.

Les attentes des Canadiens envers le secteur public sont grandes, et ce, à juste titre. Ils s'attendent à ce que le gouvernement poursuive des politiques et adopte des programmes qui tiennent compte des priorités publiques et y donnent suite, et à ce qu'il fonctionne d'une manière ouverte, transparente et responsable. Ils veulent être sûrs que les programmes et les services du gouvernement sont bien gérés. Par-dessus tout, ils veulent avoir l'assurance qu'il effectue une saine gestion des deniers publics.

Ce qu'on trouve dans le rapport

Le rendement du Canada 2005 est structuré selon trois grands domaines stratégiques :

- **économie durable**, qui traduit l'importance accrue attribuée aux liens existant entre l'économie canadienne et le milieu naturel;

► Le saviez-vous?

Pour marquer le 60^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et la libération des Pays-Bas, le gouvernement du Canada a déclaré 2005 Année de l'ancien combattant, pour rendre hommage aux anciens combattants en célébrant leurs contributions.

Le budget de 2005 prévoit 6,0 millions de dollars par an, en sus des 16,5 millions de dollars sur deux ans annoncés en 2004, pour rappeler le souvenir des sacrifices et les contributions des anciens combattants du Canada.

- **fondements sociaux du Canada**, qui reflètent le rôle important des soins de santé dans la société canadienne;
- **la place du Canada dans le monde**, qui reconnaît la valeur de la dimension internationale de l'activité gouvernementale nécessaire à l'avancement des aspirations nationales.

Le rapport de cette année donne également un aperçu spécial des efforts déployés par le gouvernement pour soutenir l'amélioration du bien-être des peuples autochtones.

Les chapitres qui traitent des trois domaines stratégiques brossent un tableau général des initiatives, des engagements et des réalisations du gouvernement fédéral dans l'optique des avantages durables — que l'on appelle les résultats du gouvernement du Canada — que le gouvernement s'efforce d'obtenir dans l'intérêt des Canadiens.

Dans ces trois domaines stratégiques, les résultats du gouvernement du Canada sont les suivants :

Économie durable

- une croissance économique durable;
- une économie axée sur l'innovation et le savoir;
- la sécurité du revenu et l'emploi pour les Canadiens;
- un marché équitable et sécurisé;
- un environnement propre et sain.

Fondements sociaux du Canada

- des Canadiens en santé ayant accès à des soins de santé de qualité;
- une société inclusive propice à la dualité linguistique et à la diversité;
- une culture et un patrimoine canadiens dynamiques;
- des collectivités sécuritaires et sécurisées.

La place du Canada dans le monde

- un partenariat nord-américain fort et mutuellement avantageux;
- une économie mondiale prospère qui profite aux Canadiens et au monde;
- un monde sécuritaire et sécurisé;
- la réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement durable.

Chaque chapitre commence par une **introduction**, qui présente le domaine stratégique abordé, décrit brièvement le **rôle** du gouvernement du Canada dans ce domaine et énonce les résultats dont il sera question.

► Le saviez-vous?

Le gouvernement du Canada est reconnu comme le chef de file mondial, et ce, pour la cinquième année de suite, pour ce qui est de la prestation des services en ligne à ses citoyens. Accenture — société de conseils en gestion, de services technologiques et d'externalisation de renommée mondiale — a souligné l'expertise du Canada dans son rapport international annuel sur le cybergouvernement. L'engagement du gouvernement à consulter la population canadienne et à collaborer avec les ministères fédéraux et d'autres paliers de gouvernement a été mentionné comme un facteur déterminant du succès du Canada.

Source : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, *Réalisations*, 2004

Chaque partie consacrée à un résultat commence par énoncer le **contexte du rendement**, qui donne une évaluation de la qualité de vie au Canada et s'appuie sur un ensemble d'indicateurs sociaux généralement acceptés. Elle présente le contexte dans lequel s'inscrivent les programmes, les dépenses et le rendement du gouvernement fédéral pour chaque résultat.

La section **Points saillants sur le rendement** de l'appendice A résume l'information communiquée dans le rapport sur les indicateurs sociaux.

Pour assurer l'évaluation objective du rendement du Canada, les indicateurs sociaux sont tirés de sources établies — par exemple, le Recensement du Canada, des enquêtes sociales générales de Statistique Canada, des sondages d'opinion et des rapports de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Forum économique mondial. Ces indicateurs font l'objet d'un rapport annuel pour communiquer une information conjoncturelle qui soit cohérente et mesurable sur une période de cinq à dix ans, en utilisant les données conjoncturelles les plus récentes possible.

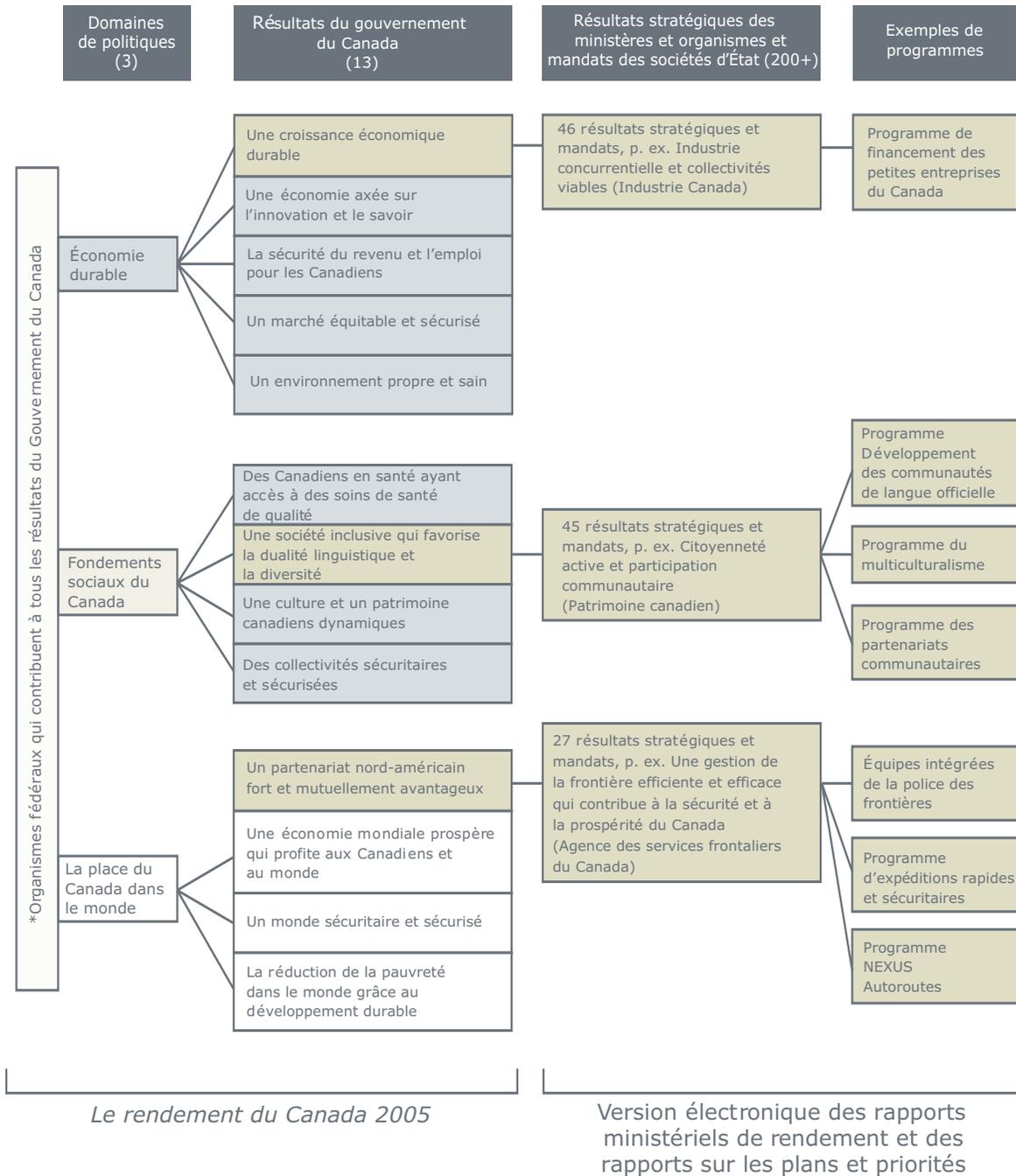
Plusieurs indicateurs n'ont pas été actualisés pour 2005, soit parce qu'ils sont fondés sur des enquêtes uniques ou des enquêtes qui ne sont pas menées chaque année, soit parce que les données n'étaient pas disponibles au moment de la préparation du rapport. Bien que chaque indicateur ne soit pas mis à jour annuellement en raison des différents cycles d'établissement de rapports, nous nous efforçons de toujours inclure les plus récentes données conjoncturelles disponibles.

Au chapitre des résultats, *Le rendement du Canada 2005* fait état de la **contribution du gouvernement du Canada**, en reconnaissant également que de nombreux acteurs — particuliers, entreprises, autres gouvernements et groupes à but non lucratif — ont eux aussi une contribution importante à faire.

Chaque partie consacrée à un résultat se termine par une liste de ministères, d'organismes et de sociétés d'État qui contribuent à améliorer ce résultat.

La figure 1.1 présente le cadre sur lequel s'appuie le rapport pour présenter une optique pangouvernementale.

Figure 1.1 Cadre pangouvernemental



*Organismes fédéraux qui contribuent à tous les résultats du Gouvernement du Canada en apportant un soutien et en fournissant des services à tous les ministères et organismes gouvernementaux (c.-à-d. Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, la Commission de la fonction publique du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, et Statistique Canada).

Du plus général (à gauche) au plus particulier (à droite), l'illustration représente notamment sous le grand domaine stratégique « Économie durable », cinq résultats du gouvernement du Canada; 37 organismes fédéraux contribuent à l'atteinte de la « croissance économique durable » au moyen

de 46 résultats stratégiques ou mandats. Le Programme de financement des petites entreprises du Canada constitue un bon exemple de programme qui contribue à l'atteinte du résultat stratégique d'Industrie Canada : « une industrie concurrentielle et des collectivités viables. »

► Le saviez-vous?

Le recrutement de candidats autochtones par la Gendarmerie royale du Canada est un moyen efficace d’offrir des services de police sensibles à la culture autochtone, tout en aidant la Gendarmerie royale du Canada à maintenir sa représentativité des collectivités qu’elle sert.

En 2004, la Gendarmerie royale du Canada comptait environ 850 agents de police ayant déclaré leur appartenance aux peuples autochtones, ce qui représente 5,6 p. 100 de l’ensemble du contingent.

La Gendarmerie royale du Canada déploie énormément d’efforts pour augmenter ce nombre, au moyen de divers programmes, et elle contribue directement à la santé et à la sécurité générales des Autochtones, en travaillant avec 600 collectivités des Premières nations, des Inuit et des Métis.

Chapitre sur les peuples autochtones

Il s’agit du deuxième rapport qui consacre un chapitre aux peuples autochtones. Ce chapitre donne suite à la Table ronde Canada–Autochtones amorcée en avril 2004, dans le cadre de laquelle le gouvernement fédéral s’est engagé à améliorer la responsabilisation à l’égard des résultats.

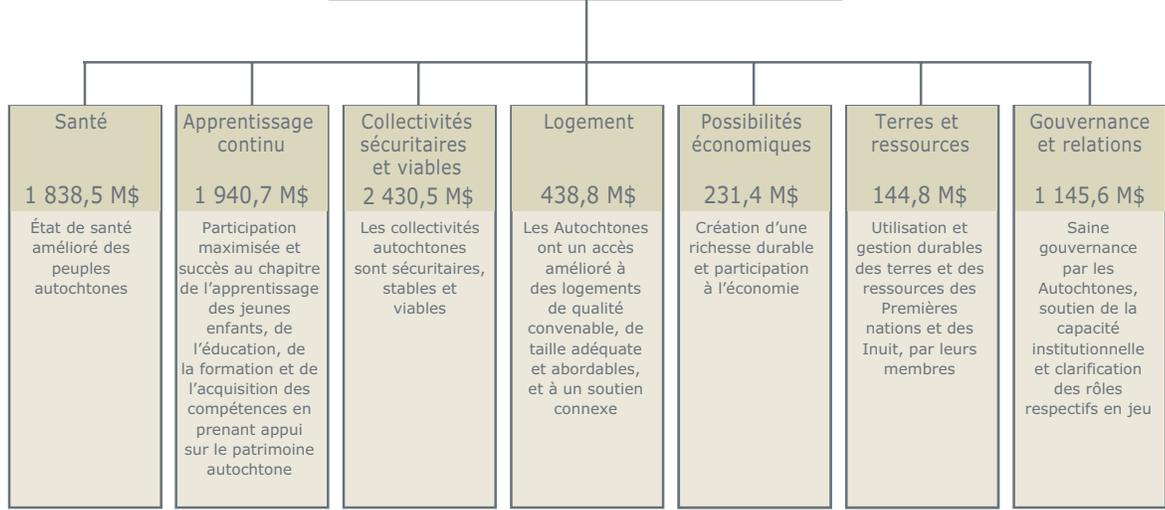
Cette étape consiste en un premier temps à répertorier les programmes que le gouvernement du Canada offre aux membres des Premières nations, aux Métis ainsi qu’aux Inuit, et à divulguer en détail toutes les dépenses fédérales consacrées en 2004-2005 aux peuples autochtones du Canada.

Le chapitre sur les peuples autochtones revêt donc un aspect unique comparativement aux autres chapitres du rapport. En effet, il contient des données sur les dépenses

fédérales globales consacrées à l’ensemble des programmes, selon sept thèmes directeurs — la santé, la gouvernance et les relations, l’apprentissage continu, des collectivités sécuritaires et viables, le logement, les possibilités économiques, et les terres et les ressources — retenus à la suite de la Table ronde Canada–Autochtones.

La version électronique du rapport établit des liens avec le Cadre horizontal autochtone (<http://www.tbs-sct.gc.ca/aaps-aapd>), qui réunit tous les programmes offerts par les ministères et les organismes fédéraux, et prévoit leurs objectifs et leurs coûts. Dans la mesure du possible, le Cadre précise également les programmes qui sont offerts aux collectivités des Premières nations, des Inuit et des Métis.

Figure 1.2 Cadre horizontal autochtone
8,2 milliards \$



Pour consulter le rapport

Le rendement du Canada 2005 est disponible dans une variété de médias substitués y compris sous forme d'imprimé, en versions HTML et CD-ROM.

La version HTML du rapport établit des liens avec les rapports sur la planification et le rendement des ministères et des organismes ainsi que le *Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts*.

Elle établit également des liens avec d'importantes bases de données sur les vérifications et les évaluations du gouvernement, les initiatives horizontales, et l'information détaillée sur les programmes et les dépenses pour l'ensemble des programmes fédéraux offerts aux peuples autochtones. Des hyperliens donnent aussi accès à un complément d'information sur diverses publications, politiques et sites Web se rapportant à chaque domaine stratégique.

En outre, d'importantes améliorations ont été apportées aux annexes supplémentaires en ligne. La version HTML du rapport *Le rendement du Canada 2005* prévoit maintenant des liens avec trois annexes : un glossaire et deux annexes contenant des renseignements additionnels sur les indicateurs.

À ce sommaire se rattache un CD-ROM, qui inclut le rapport intégral, les annexes en ligne, et un aperçu du Cadre horizontal autochtone, lequel contient des renseignements détaillés sur les programmes et les dépenses pour l'exercice 2004-2005.

Nous encourageons le lecteur à consulter le CD-ROM ou la version HTML du rapport (http://www.tbs-sct.gc.ca/report/govrev/05/cp-rc_f.asp) pour accéder aux annexes en ligne et aux hyperliens pertinents fournis dans tout le rapport.

Le symbole de la souris (☞) sert à représenter les hyperliens qui se trouvent dans les versions électroniques.

Faits saillants du rapport

réceptif

Économie durable

Les responsables des politiques avaient l'habitude de considérer l'environnement comme un secteur devant être protégé contre les effets néfastes de la croissance économique et du marché. On reconnaît aujourd'hui que le bien-être dépend de facteurs environnementaux, sociaux et économiques inextricablement liés. Par conséquent, le défi consiste à intégrer tous ces éléments dans le processus décisionnel, pour faire en sorte que l'économie, l'environnement et la société canadiennes soient durables au fil du temps.

Certes, le Canada a accompli des progrès sur la voie d'une économie novatrice axée sur le savoir, mais il y a encore un nombre considérable d'adultes canadiens dont les capacités de lecture et d'écriture limitées freinent leur participation à la société et à l'économie.

Par ailleurs, si les niveaux de plusieurs polluants atmosphériques ont baissé au cours des dernières décennies, le changement climatique et l'état de nombreuses espèces en péril continuent d'être la source de préoccupations. Le Canada a accompli de grands progrès au chapitre de la protection de l'environnement, mais il reste encore beaucoup à faire. Le gouvernement du Canada travaille de concert avec les consommateurs, les environnementalistes, les partenaires et des intervenants pour mettre au point son approche intégrée à l'égard d'une économie durable.

L'économie canadienne est néanmoins considérée comme l'une des plus fortes et des plus saines parmi les pays du G-7, et le Canada est le pays du G-7 qui a connu la plus forte croissance de l'emploi. L'intention du gouvernement sur les plans économique et financier consiste et consistera à engendrer la plus forte croissance possible tout en veillant à l'égalité des chances pour tous les Canadiens.

► Le saviez-vous?

Mars 2005 a marqué le sixième anniversaire de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Les États parties ont détruit plus de 37 millions de mines stockées et ils ont versé plus de 2 milliards de dollars américains à la campagne antimines, qui a été largement mise à profit depuis l'entrée en vigueur de la Convention. Le gouvernement du Canada a fait sa part en renouvelant jusqu'en 2008 le Fonds canadien contre les mines terrestres, ce qui porte notre engagement financier à plus de 200 millions de dollars depuis la cérémonie de signature à Ottawa.

Source : Affaires étrangères Canada, 2005

Fondements sociaux du Canada

Le gouvernement du Canada favorise la qualité de vie de ses citoyens non seulement en renforçant la mosaïque sociale et en reflétant et renforçant les valeurs chères aux Canadiens, mais aussi en promouvant et en protégeant la santé, et en assurant la prestation de services de santé efficaces. De plus, le gouvernement du Canada adopte et fait respecter des lois pour assurer la sécurité des Canadiens, réglementer la société canadienne et protéger les groupes défavorisés au sein des collectivités canadiennes.

Les fondements sociaux du Canada sont l'objet de plusieurs défis. Si les indicateurs font état d'une société civile moins engagée comme en témoignent la participation à la vie politique et le bénévolat à la baisse, le seuil de tolérance personnel à l'égard de la diversité s'est amélioré.

Des progrès ont été observés au chapitre du logement; la proportion des Canadiens qui n'ont pas les moyens de se payer un logement de qualité convenable, de taille adéquate et abordable diminue.

En outre, malgré qu'une proportion croissante de Canadiens soient considérés comme obèses ou souffrant d'un excès de poids, les Canadiens peuvent toutefois s'attendre à vivre plus longtemps qu'auparavant.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à mettre en place le meilleur régime possible pour la santé des Canadiens. L'assurance-maladie est un aspect essentiel de la citoyenneté canadienne : elle reflète les valeurs et les priorités des Canadiens. Les Canadiens veulent un régime qui leur donne accès aux soins dont ils ont besoin, et lorsqu'ils en ont besoin.

La place du Canada dans le monde

Le monde vit une transformation rapide et radicale, et les changements qui s'opèrent ne laissent pas le Canada indifférent. La sécurité du Canada, sa prospérité et la qualité de vie de ses citoyens subissent le contrecoup des transformations mondiales et des défis qu'elles entraînent.

Par conséquent, le Canada doit rester vigilant à l'étranger pour permettre au gouvernement de relever les défis et de saisir les nombreuses possibilités que l'économie mondiale peut présenter, tout en apportant sa contribution à la paix, à la sécurité et à l'aide internationales.

Le Canada est déterminé à améliorer la sécurité internationale, mais de nombreux Canadiens sont d'avis qu'il reste beaucoup à faire.

Les Canadiens, qui proviennent de tous les coins du globe, savent que la vie dont jouissent les citoyens du Canada dépend de plus en plus de l'aide apportée aux autres pays pour améliorer leur sort. Bien que le gouvernement du Canada ait progressé sur trois fronts pour accroître l'aide au développement — une aide accrue, une aide plus efficace et la cohérence des politiques à l'échelle globale — il y a encore des progrès à accomplir dans ce domaine.

Toutefois, le Canada bénéficie de plus en plus des partenariats créés avec ses voisins nord-américains, et les Canadiens connaissent la prospérité au sein de l'économie mondiale.

Peuples autochtones

Par contre, les peuples autochtones ne profitent pas autant de la prospérité du Canada. Certes, les progrès accomplis sont importants dans les domaines de la santé, de l'apprentissage continu, du logement, du développement économique et de l'amélioration des relations avec les gouvernements, mais il reste encore beaucoup à faire. Le gouvernement du Canada travaille en partenariat avec les chefs autochtones ainsi que les provinces et les territoires pour trouver des solutions durables.

Partenariat pour la réussite

Le gouvernement du Canada reconnaît qu'il n'est qu'une des nombreuses entités qui façonnent notre société et que la qualité de vie dépend de nombreux facteurs. C'est la raison pour laquelle il travaille en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement, les secteurs privé et bénévole, les organismes non gouvernementaux et les particuliers, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles sur les plans social, économique et environnemental, dans l'intérêt des Canadiens.

Vos commentaires sont les bienvenues

Le gouvernement du Canada s'est engagé à améliorer sans cesse l'information qu'il communique aux parlementaires et aux Canadiens. Nous tenons à savoir ce que vous pensez du présent rapport — ce qui vous plaît le plus et ce qui, selon vous, devrait être modifié pour que nous puissions apporter les modifications qui s'imposent.

Vous pouvez nous faire parvenir vos commentaires par courriel, téléphone, télécopieur ou courriel.

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Division de la gestion axée sur les résultats
300, avenue Laurier Ouest
9^e étage, tour Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0R5

Téléphone : (613) 957-7183
Télécopieur : (613) 957-7044
Courriel : rma-mrr@tbs-sct.gc.ca